





Fraternité					N° 15508*02
S'è	l'Europe ngage en France			Fonds €uropéen pour les	Affaires Maritimes et la Pêche
Règlemer (UE) no 5	effets, dans le s	Règlement (UE) re la Parlement europé 1379/2013 en ce que secteur de la pêche de demande d'aide une for la Région.	ramme OAIRES MAFEAMP) n°508/2014 den et du Corui concerne et de l'aqua COVID-19	pérationnel du ARITIMES ET LA du 15 mai 2014 des mesures spécifique culture, de la propagat	PECHE 2014-2020 nodifiant les règlements es visant à atténuer les ion de la ustificatifs, le dossier unique de
Veuillez conser	ver une copie du formula			ficatifs au service instructeu	compétent.
		CADRE RÉSER	RVÉ A L'ADMII	IISTRATION	
Date de réception	on de la demande d'aide		/ /		
Date d'accusé r	réception du dossier com	plet	/ /		
N° de dossier C	OSIRIS				
1 - SOUS-MES	SURE DU PROGRAMM	E OPÉRATIONNEL FE	AMP 2014-202	20	
Veuillez indiquer Sous-mesure Sous-mesure Sous-mesure Sous-mesure	r le code de la sous-mesure	e se rapportant à votre opé	eration.		
2 - AIDES SOI	LLICITEES DANS LE C				
Union Européen	ne (FEAMP)	Etat		Région \square	Autre

3 - IDENTIFICATION DU DEMANDEUR												
Pour tous les demandeurs :												
N° SIRET												
Code APE												
N° RNA (associations)												
3.1 - PERSONNE PHYSIQUE												
Madame Monsieur Monsieur												
Nom de famille												
Nom d'usage												
Prénom												
Adresse												
N° Appartement / Etage Entrée-Bâtiment-Immeuble												
Numéro, voie Lieu-dit												
Complément d'adresse												
Code postal cedex												
Commune												
Téléphone : fixe												
Courriel :@												
Représentation par mandataire :												
NON OUI O												
Si vous présentez cette demande en qualité de chef de file d'un projet en partenariat, veuillez cocher la case suivante :												
3.2 - PERSONNE MORALE												
Forme juridique												
Dénomination / raison sociale												
Appellation commerciale (le cas échéant)												
Nom du représentant légal												
Prénom du représentant légal												
Fonction du représentant légal (président, dirigeant)												
Adresse												
N° Appartement / Etage												
Numéro, voie Lieu-dit Lieu-dit												
Complément d'adresse												
Complement a datious												

Code postal cedex			
Commune			
Téléphone : fixe	mobile		
Courriel:	@		
Représentation par mandataire :			
NON OUI O			
Effectif salarié			
(sauf opérations relevant des mesures 33 et 34 ou	ıı ı mises en œuvre dans le cadre d'u	n partenariat)	
	31/12/N-1	31/12/N-2	31/12/N-3
Chiffre d'affaires (en €)			
Excédent brut d'exploitation (en €)			
Résultat d'exploitation (en €)			
Résultat net (en €)			
Capitaux propres			
Dettes financières			
Trésorerie			
Total du bilan			
L'entreprise appartient à un groupe d'entreprises : NON OUI (si oui, veuillez con 3.3 - COORDONNEES DE LA PERSONNE si différent du demandeur Madame Monsieur	mpléter l'annexe 6)	IVI DE l'OPÉRATION	
Nom de famille			
Nom d'usage			
Prénom			
Adresse		_	
N° Appartement / Etage	Entrée-Ba	âtiment-Immeuble	
Numéro, voie	Lieu-dit		
Complément d'adresse			
Code postal cedex			
Commune			
Téléphone : fixe	mobile		
Courriel:	@		
4 - REGIME TVA DU DEMANDEUR			
Ne récupère pas la TVA Récupère la T	VA Récupère partiel	lement la TVA 🔲 au taux d	e %
Précisez l'activité concernée par la récupération :			

5 - COORDONNEES BANCAIRES
Veuillez indiquer les coordonnées bancaires du compte sur lequel le versement de l'aide est demandé
 IBAN
BIC
6 - PRESENTATION DE L'OPÉRATION
L'opération est présentée dans le cadre d'un appel à projet : Oui Non Si oui, veuillez indiquer, ci-après, l'intitulé de l'appel à projet :
Dates de début et de fin de l'appel à projet : Du
L'opération se réalise dans le cadre d'un partenariat : Oui Non
6.1 - INTITULE DE L'OPÉRATION
Ne pas dépasser le nombre de cases réservées à cet effet.
6.2 - LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DE L'OPÉRATION
Commune où se déroule l'opération
Code postal
Si votre opération se déroule sur plusieurs sites, veuillez remplir la partie concernée dans l'annexe 7 « Descriptif de l'opération»
6.3 - CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE REALISATION DE L'OPÉRATION
Date de début de l'opération
Date de fin de l'opération / /
6.4 – DESCRIPTIF DE L'OPÉRATION

6.5 - OBJECTIFS DE L'OPERATION
Veuillez décrire comment votre projet répond aux objectifs de la mesure.
6.6 - REALISATIONS ET RESULTATS ATTENDUS DE L'OPÉRATION
Veuillez préciser les résultats quantitatifs et qualitatifs ou livrables concrets de l'opération, ainsi que leur date de réalisation. Les livrables sont divers :
études, investissement
6.7 - INDICATEURS
Veuillez compléter et joindre au dossier l'Annexe 4 « Indicateurs » correspondant à la mesure se rapportant à votre opération.
7 - PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION 7.1 - DÉPENSES PRÉVISIONNELLES DE L'OPÉRATION
Veuillez compléter et joindre au dossier l'Annexe 1 « Dépenses prévisionnelles» correspondant à la mesure se rapportant à votre opération.
7.2 - RESSOURCES PRÉVISIONNELLES DE L'OPÉRATION

C.E. OR JECTICO DE L'ORÉRATION

Veuillez préciser le montant des aides sollicitées dans le cadre de la présente demande d'aide. Veuillez-vous référer aux annexes 1 et 2 pour remplir cette partie.

Veuillez compléter et joindre au dossier l'Annexe 2 « Ressources prévisionnelles» correspondant à la mesure se rapportant à votre opération.

7.3 - MONTANT DES AIDES SOLLICITÉES AU TITRE DE L'OPÉRATION

Le montant total de mon opération s'élève à	, € HT ou TTC (rayer la mention inutile)							
Liste des aides publiques demandées au titre de l'opération :								
Montant de l'aide européenne FEAMP	_,, €							
Montant de l'aide publique Région et/ou Etat	_ , €							
Montant des autres aides publiques	, €							
- / AIDEO DUDU IOUEO ODEENUEO								

7.4 – AIDES PUBLIQUES OBTENUES

Veuillez compléter et joindre au dossier l'Annexe 3 « Aides publiques » correspondant à la mesure se rapportant à votre opération.

8 - MENTIONS LEGALES

Les informations recueillies sont strictement à l'usage des services instructeurs. Elles font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique.

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectifications pour les données à caractère personnel vous concernant auprès de l'organisme qui traite votre demande.

Toute fausse déclaration est passible de sanction pénale en vertu des articles 441-1 à 441-12 du Code pénal et entraîne la nullité de la demande. La loi punit guiconque se rend coupable de fausses déclarations :

- « Constitue un faux, toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. » (Code pénal, art.441-1).
- « Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende » (Code pénal art.441-6).

	/IENTS DL	

Je soussigné (e)																							
			(nor	n pre	énon	et c	nualit	é de	la ne	ersor	ne h	abilit	ée à	repr	ésen	ter le	den	nand	eur)				

demande à bénéficier des aides dans le cadre du Fonds européens pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), programme européen 2014-2020.

Certifie:

Avoir pouvoir pour présenter cette demande d'aide

Atteste sur l'honneur :

- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire, ses annexes et dans les pièces jointes,
- Ne pas avoir commis d'infraction grave, ne pas être impliqué dans une activité de pêche illicite non déclarée et non réglementée (« pêche INN ») ou toute autre activité s'y rattachant, ne pas avoir commis l'une quelconque des infractions énoncées aux articles 3 et 4 de la directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil et ne pas avoir commis de fraude relevant du FEP ou du FEAMP conformément à l'article 10 du règlement (UE) n°508/2014 et du règlement délégué (UE) n°2015/288,
- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques (nationales et / ou européennes) et privées que celles présentées dans l'annexe technique et financière
- Ne pas faire l'objet d'une procédure collective (redressement, liquidation...) liée à des difficultés économiques, et ne pas être considéré comme une entreprise en difficulté au regard de la réglementation européenne des aides d'Etat,¹
- L'absence de conflits d'intérêt avec mes financeurs et mes prestataires,
- Ne pas avoir débuté l'exécution de cette opération avant la date de dépôt de la présente demande d'aide si elle intervient dans le champ concurrentiel,²

Cerfa n° 15508*02 Date de mise à jour : février 2021 Page 6 sur 9

¹ Selon les lignes directrices concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers (2014/C249/01) publiées au JOUE le 31 juillet 2014

² Référence réglementaire : concerne les mesures DLAL (mesures 62,63 et 64) et pmi (mesure 80)

Ne pas avoir terminé l'exécution de cette opération avant la date de dépôt de la présente demande d'aide.3

M'engage, sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A respecter les règles d'éligibilité temporelle rappelées dans la notice,
- A informer le service instructeur de toute modification des informations contenues dans le présent formulaire,
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour cette opération, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement de l'opération »,
- A assurer la publicité de la participation européenne selon les dispositions prescrites par l'article 115 et l'annexe XII du règlement(UE)
 N°1303/2013 ainsi que celles prescrites par l'article 119 et l'annexe V du règlement (UE) N°508/2014,
- A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements matériels ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date de signature de la décision attributive de l'aide,
- A rembourser au prorata temporis l'aide octroyée si je ne suis plus propriétaire des investissements acquis dans le cadre de cette opération pendant une durée de 5 ans,
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de cette opération respecte la réglementation en vigueur,
- A communiquer le montant réel des recettes perçues au service instructeur,
- A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années: factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité,
- A respecter, le cas échéant, les règles de passation des marchés publics pour l'opération identifiée ci-dessus,
- A tenir une comptabilité séparée de l'opération notifiée ci-dessus,
- A me soumettre à l'ensemble des contrôles (contrôles administratifs et sur place) prévus par la réglementation.

Je suis informé(e):

- que les autorités compétentes seront amenées à vérifier l'admissibilité de ma demande conformément à l'article 10 du règlement (UE) N°508/2014 et aux dispositions du Règlement délégué (UE) N°2015/288,
- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur,
- que, conformément au règlement(UE) N°1303/2013 et au règlement(UE) N°508/2014, l'Etat publiera, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEAMP, ainsi que l'intitulé de l'action et le montant des fonds publics alloués. Cette parution sera mise à jour deux fois par an dans le respect de la loi "informatique et liberté" (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

10 - LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'autorité compétente, l'ensemble des données nécessaires à tout ou partie de ce dossier est susceptible d'être transmis à toute structure publique chargée de l'instruction.
j'autorise la transmission
Dans le second cas, je suis informé(e) qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

PIÈCES JUSTIFICATIVES	ORIGINAL / COPIE	PIECE JOINTE	SANS OBJET
Pour tous les demandeurs			
Formulaire de demande d'aide complété et signé	Original		
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis, attestations, contrat de travail ou tout autre document probant)	Copie		
Relevé d'identité bancaire	Original		
Attestation de non récupération de la TVA ou toute autre pièce fournie par les services fiscaux	Copie		

Cerfa n° 15508*02 Date de mise à jour : février 2021 Page 7 sur 9

³ Sauf pour les mesures Plan de Production et de Commercialisation (mesure FEAMP n° 66), Aide au stockage (mesure FEAMP n° 67) et Plan de Compensation des Surcoûts (mesure FEAMP n° 70)

PIÈCES JUSTIFICATIVES	ORIGINAL / COPIE	PIECE JOINTE	SANS OBJET
Tout document permettant de s'assurer que le demandeur a obtenu la participation des cofinanceurs	Copie		
Preuve de la représentation légale ou du pouvoir donné pour un demandeur agissant en qualité de représentant légal ou en vertu d'un pouvoir qu'il lui est donné : - convention de mandat ou pouvoir ou procuration ou délégation de pouvoir et signature,) - pièce d'identité du mandant et du mandataire	copie		
Attestation de régularité fiscale et sociale (URSSAF/MSA/ENIM) (sauf nouvel installé n'ayant pas encore eu à s'acquitter de ces obligations)	Copie		
Le statut de copropriété (le cas échéant)	Copie		
Pour les demandes d'aides déposées dans le cadre d'un appel à projets, fournir la preuve de la réponse à l'appel à projets et, le cas échéant, la preuve de la sélection du dossier à la suite de cet appel à projets	Copie		
Annexe 1 : « Dépenses prévisionnelles » de l'opération	Original		
Annexe 2 : « Ressources prévisionnelles » de l'opération	Original		
Annexe 3 : « Aides publiques »	Original		
Annexe 4 : « Indicateurs »	Original		
Annexe 5: « Pièces justificatives complémentaires » accompagnée des pièces justificatives correspondantes	Original		
Annexe 6 : « Information sur le groupe de l'entreprise »	Original		
Annexe 7 : « Description de l'opération »	Original		
Pour les personnes physiques			
Pièce d'identité	Copie		
Dernier avis d'impôt sur le revenu	Copie		
Pour les entreprises			
Document attestant la capacité du représentant légal à solliciter l'aide	Copie		
Extrait K-bis de moins de trois mois (ou l'extrait K pour les entreprises individuelles) ou inscription au registre ou répertoire concerné	Copie		
Présentation de l'entreprise et de l'activité (sur la base de documents existants : plaquette, organigramme, rapport d'activité, etc.)	Copie		
Bilans comptables et comptes de résultat et annexes (liasses fiscales complètes) des trois derniers exercices fiscaux certifiés conformes par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes	Copie		
Pour les entreprises appartenant à un groupe (en complément de l'annexe 6) : l'organigramme précisant les niveaux de participation, effectifs, chiffres d'affaires et bilan des entreprises du groupe	Copie		
Pour les entreprises appartenant à un groupe (en complément de l'annexe 6) : liste des associés et des filiales, composition du capital et liens éventuels avec d'autres personnes privées si cela n'apparaît pas dans la liasse fiscale.	Copie		
Pour les associations			
Statuts approuvés ou déposés	Copie		
Publication au Journal Officiel ou Récépissé de déclaration en préfecture	Copie		
Organigramme de la structure comprenant la liste des membres de l'organe d'administration détaillant les mandats des membres	Copie		
Bilans comptables des trois derniers exercices fiscaux approuvés par l'organe délibérant	Copie		
Délibération de l'organe compétent approuvant l'opération et le plan de financement prévisionnel et autorisant le responsable légal à solliciter l'aide	Copie		

PIÈCES JUSTIFICATIVES	ORIGINAL / COPIE	PIECE JOINTE	SANS OBJET		
Pour les demandeurs publics					
Délibération de l'organe compétent approuvant l'opération et le plan de financement prévisionnel et autorisant le responsable légal à solliciter l'aide	Copie				
Bilans comptables des trois derniers exercices fiscaux approuvés	Copie				
Pour les Groupements d'Intérêt Public (GIP)					
Convention constitutive du GIP	Copie				
Parution au JO de l'arrêté d'approbation de la convention constitutive	Copie				
Décision approuvant l'opération et le plan de financement prévisionnel	Copie				
Bilans comptables des trois derniers exercices fiscaux approuvés	Copie				
Pour les demandeurs soumis aux règles de la commande publique					
Procédure interne des achats	Copie				
Pait le	l l l l l l l l l l l l l l l l l l l				